

Parfaite coopération dans le domaine maritime ?

Dossier de la rédaction de H2o
January 2022

La mer Méditerranée est la porte d'entrée de 99 % des importations d'Israël, elle contribue à 80 % de l'eau potable produite grâce aux usines de dessalement et elle fournit du gaz fossile pour approvisionner le pays en énergie. Pourtant, le pays ne dispose d'aucune stratégie maritime, ni d'aucune instance chargée de coordonner et de répondre aux activités marines ; il n'y a pas de non plus frontières définissant la zone économique exclusive du pays qui s'étend à environ 370 kilomètres au-delà de la côte. Israël souffre de "coopération" dans ce domaine maritime, a déclaré le professeur et contre-amiral réserviste Shaul Chorev, qui dirige le centre de politique maritime et de recherche stratégique à Tel Aviv, lors d'une conférence tenue au centre Peres de Tel Aviv.

La marine est bien équipée pour protéger la souveraineté et la sécurité maritimes, grâce aux informations radar ou satellite, aux patrouilles aériennes et de drones et aux capteurs terrestres qui détectent toute activité irrégulière, a commenté le colonel Sasi Hodeda, chef de l'unité marine au sein d'Israel Aircraft Industries. Mais l'armée n'est pas autorisée à prendre en charge de nombreuses autres questions maritimes, a souligné Chorev, qu'il s'agisse des accidents en mer, de la pollution, des trafics ou de la pêche illégale. Les responsabilités pour les différents aspects de la gestion de la mer, des plages et des falaises, dont un grand nombre subissent un phénomène d'érosion, sont divisées entre neuf ministères en plus d'un grand nombre d'organisations d'État, qui vont de l'Autorité israélienne des ports et de l'Autorité fiscale à la compagnie gouvernementale de préservation des falaises méditerranéennes en passant par des organismes de planification variés. Le vice-amiral à la retraite David Ben-Bashat, ancien commandant en chef de la marine israélienne, dit avoir tenté en vain dans le passé de pousser à la création d'unités de garde-côtes israéliennes assumerait à la fois des fonctions civiles et militaires. Le vice-ministre de la Défense Alon Shuster a indiqué que suite à l'énorme pollution au pétrole qui avait touché le pays en février 2021, il y avait dorénavant davantage de communication entre les ministères de la Défense et de la Protection environnementale. Son personnel examine actuellement la manière dont les forces de sécurité pourraient coopérer de manière plus officielle lors des catastrophes naturelles, a-t-il poursuivi, disant que "cette pollution a été le déclencheur".

Times of Israel - Israël Valley